

Thomas Porcher: «Les réformes de Macron menacent de faire entrer la France dans un jeu mortifère»

PAR ROMARIC GODIN
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 15 MAI 2017



Emmanuel Macron au Louvre, dimanche 7 mai © Reuters

L'économiste Thomas Porcher, coauteur d'un ouvrage critique sur le programme d'Emmanuel Macron, revient sur la logique de la politique économique du nouveau président. Selon lui, cette politique est inadaptée aux défis de l'économie française. Compte tenu de la faiblesse de l'investissement public, de la nature de sa politique de l'emploi et du cadre budgétaire, le risque est bien la reconduction des erreurs du passé.

Le nouveau chef de l'exécutif va former son gouvernement. Son programme économique est, sur le papier, un mélange de politique de relance et de politique de l'offre ciblant la compétitivité des entreprises. Thomas Porcher, économiste et professeur à l'ESG Management School (et ancien soutien du candidat Benoît Hamon), a rédigé un ouvrage critique des positions d'Emmanuel Macron, estimant que la balance penche davantage vers le libéralisme que vers le social-libéralisme à la scandinave. Il précise sa vision de la logique économique du nouveau président et de ses effets possibles sur la situation sociale et économique française.

Le programme économique d'Emmanuel Macron, qui est devenu dimanche 14 mai président de la République, est-il en rupture avec les politiques passées ou s'inscrit-il dans la lignée du choix de ses prédécesseurs ?



Thomas Porcher, économiste, professeur à l'ESG Management School © dr

Une des principales différences revendiquées est l'adoption d'un modèle de « flexisécurité », avec l'ouverture des droits aux prestations chômage aux indépendants et aux personnes démissionnaires une fois tous les cinq ans. Mais cette mesure est financée par une économie de 10 milliards d'euros sur le système d'assurance-chômage. Selon moi, cela assure la baisse future des prestations, ainsi qu'une politique – très classique celle-là – de désincitation au chômage par des règles plus strictes et davantage de contrôles des demandeurs d'emploi. Au bout du compte, il semble qu'il y ait davantage de flexibilité que de sécurité dans ce programme. On est donc assez loin du modèle scandinave qui, de plus, est un modèle très égalitaire, fondé sur une forte redistribution alors qu'Emmanuel Macron entend réduire cette redistribution et favoriser le moins-disant social.

Le programme du nouveau président prévoit cependant d'insister sur la formation, avec un budget supplémentaire de 15 milliards d'euros ?

C'est ainsi, en effet, qu'Emmanuel Macron vend la partie « sécurité » de son programme et c'est très bien, car tout le monde est naturellement pour davantage de formation. Mais il est illusoire de penser que la

formation seule peut résoudre le problème du chômage en France. Le pays a perdu 1,5 million d'emplois depuis 2008, on a peine à croire que l'on peut recréer autant d'emplois seulement par un effort de formation. Le fond de la logique du programme du président de la République est toujours le même, c'est celui selon lequel le problème vient du demandeur d'emploi.

Les études montrent d'ailleurs qu'il manque des emplois pour les personnes bien formées et que nombre de postes sont occupés par des personnes surqualifiées. On sait aussi que la formation ne fait pas tout et que celui qui n'a pas la bonne origine, le bon sexe ou le bon réseau risque de rester hors de l'emploi, même avec une bonne formation. Il y a une idée trop systématique du lien entre emploi et formation. En réalité, le problème vient bel et bien de l'incapacité de l'économie française à créer assez d'emplois. Et pour régler ce problème, il faut davantage d'investissements notamment dans la transition énergétique.

Que pourrait être le scénario d'évolution du chômage avec cette politique ? Doit-on redouter une hausse du chômage liée à la flexibilisation du marché du travail ?

C'est un scénario possible. Celui que je juge le plus probable est une baisse statistique du chômage par la multiplication des emplois précaires, soit des CDD qui devraient pouvoir être davantage renouvelés, soit des CDI « plus souples », sur le modèle de ce qui a été fait en Italie. Nous aurons donc comme prix de la baisse du chômage une augmentation des travailleurs pauvres. Emmanuel Macron pourra prétendre qu'il est mieux de travailler que de rester au chômage, mais les exemples britanniques et étasuniens prouvent que ce choix est risqué. Sur le plan politique, il alimente le vote des extrêmes. Sur le plan économique, il pèse sur la productivité, la motivation et les conditions de travail.

De telles réformes structurelles sont-elles susceptibles d'améliorer la compétitivité de la France ?

Sans doute en partie la compétitivité coût. Mais il faut souligner que la compétitivité n'est pas qu'un problème de coût, c'est aussi un problème de montée en gamme. La France se retrouve aujourd'hui coincée, dans la zone euro, entre l'Allemagne, qui allie une bonne compétitivité coût (par exemple dans l'agriculture) et une forte compétitivité hors coût, et l'Espagne, qui a fortement amélioré sa compétitivité coût. On ne trouve rien dans le programme d'Emmanuel Macron sur la montée en gamme. Il dit certes vouloir soutenir l'innovation, mais il a une mauvaise lecture de l'innovation, centrée sur l'uberisation. Sa politique, centrée sur les coûts, est donc celle de plutôt courir derrière l'Espagne. C'est une course perdue d'avance qui fait entrer la France dans un jeu mortifère.

Une des clés pour empêcher cette logique sera donc l'investissement public. Certains économistes voient dans la volonté d'Emmanuel Macron de soutenir cet investissement une vraie rupture après plusieurs années de baisse. Croyez-vous à un vrai tournant ?

Il faut souligner qu'Emmanuel Macron entend faire davantage d'économies (60 milliards d'euros) que d'investissements (50 milliards d'euros). De façon globale, l'effort reste très timide face aux enjeux. Ainsi, alors que les 40 économistes qui soutiennent le nouveau président ont reconnu que nos modes de consommation et de production devaient changer drastiquement, le programme ne prévoit que 15 milliards d'euros sur cinq ans pour faire face à cet enjeu. C'est moins que le seul investissement de 16 milliards d'euros prévu par EDF pour la centrale d'Hinkley Point. C'est dire si ce n'est pas en mesure de changer radicalement la donne. Pour rénover 500 000 bâtiments, il faudrait déjà 10 milliards d'euros. L'investissement public est donc globalement faible.

En réalité, la logique d'Emmanuel Macron reste de compter sur le privé par une simplification du droit de l'environnement et « *la mise en place d'instruments financiers innovants et massifs* », dont on ignore réellement la nature. Mais le secteur privé

ne semble pas réellement capable de relever le défi. Et la politique pour soutenir cet investissement privé demeure incertaine. Il ne veut pas que l'État oriente les investissements, mais les seules incitations à l'investissement existent déjà et ont montré leurs limites. On semble oublier que la force des États-Unis dans l'Internet, par exemple, est le fruit d'une politique intense d'investissement public voilà 30 à 40 ans.

Pierre Moscovici et Jean-Claude Juncker ont, au lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron, rappelé la France à l'ordre en exigeant le respect du cadre budgétaire. Dans le cadre du pacte de stabilité, le programme du nouveau président est-il réaliste ?

C'est évidemment toujours la même question. Bruxelles considère l'investissement public comme des dépenses de pure perte et est concentrée sur la consolidation budgétaire. Emmanuel Macron espère

convaincre l'Allemagne de négocier un *new deal*. Sa priorité est donc bel et bien donnée aux réformes structurelles plutôt qu'à l'investissement public, dont la France a cependant tant besoin. Il est, d'ailleurs, étonnant de constater que les économistes qui soutiennent le président ainsi qu'Emmanuel Macron lui-même reconnaissent que la politique d'austérité menée en zone euro a été une erreur, mais que tous sont prêts à persister dans la même logique.

Boite noire

Thomas Porcher et Frédéric Farah, *Introduction inquiète à la Macron-Économie*, Les Petits Matins, nouvelle édition 2017, 128 pages, 10 euros.

Une vision plus optimiste de la politique économique d'Emmanuel Macron par Philippe Waechter, économiste chez Natixis AM, est disponible **sur cette vidéo**.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.